

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 1050

[2008/29170]

**15 FEVRIER 2008. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 11 mai 2007
entre la Communauté française, la Communauté flamande
et la Commission communautaire commune, relatif à l'aide à la jeunesse (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Il est donné assentiment à l'accord de coopération du 11 mai 2007 entre la Communauté française, la Communauté flamande et la Commission communautaire commune relatif à l'aide à la jeunesse.

Promulguons la présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 février 2008.

La Ministre-Présidente chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Annexe

**Accord de coopération entre la Communauté française,
la Communauté flamande et la Commission communautaire commune relatif à l'aide à la jeunesse**

Vu les articles 128 et 135 de la Constitution;

Vu l'article 5, § 1^{er}, II, 6° et 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu les articles 60 et 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu les décrets de la Communauté flamande relatifs à l'assistance spéciale à la jeunesse coordonnés le 4 avril 1990;

Vu l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse et plus particulièrement les articles 13 et 17;

Entre :

1. la Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de Yves Leterme, Ministre-Président, et Inge Vervotte, Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

2. la Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de Marie Arena, Ministre-Présidente et Catherine Fonck, la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

3. la Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Charles Picqué, Ministre-Président du collège réuni, Pascal Smet, Membre du collège réuni chargé de la Politique d'Aide aux Personnes et la Fonction publique et Evelyne Huytebroeck, Membre du Collège réuni chargée de la Politique d'Aide aux Personnes, les Finances, le Budget et les Relations extérieures;

en fonction de leurs compétences respectives, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'exécution de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse :

a) la Communauté française met à disposition de la Commission communautaire commune :

- le service de protection judiciaire de Bruxelles;

- les services agréés par elle en vertu de l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

b) la Communauté flamande met à disposition de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale :

- le service social de la Communauté flamande près du tribunal de la jeunesse de Bruxelles;

- les services agréés par elle en vertu de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 1994 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux institutions de l'assistance spéciale à la jeunesse et en vertu de l'arrêté d'exécution du 31 mai 2002 concernant l'octroi de subsides pour des projets dans le cadre de l'assistance spéciale à la jeunesse.

Art. 2. La mise à disposition des services par la Communauté française et la Communauté flamande a lieu dans les limites des réglementations propres à chacune des Communautés précitées.

Art. 3. La Communauté française et la Communauté flamande s'engagent à exécuter les décisions du pouvoir judiciaire, par lesquelles en application de l'ordonnance du 29 avril 2004 une mesure a été prise par rapport au jeune, si la langue de la procédure correspond à celle de la Communauté concernée. Toutefois, si la langue de la procédure est différente de celle de la Communauté, les services dépendants de la Communauté concernée ne peuvent refuser la prise en charge du jeune pour le seul motif de la langue et ceci pour autant que celui-ci ait un lien familial, social, culturel ou éducatif avec cette communauté, et ce dans l'intérêt supérieur du jeune.

Art. 4. La Communauté française et la Communauté flamande assument les dépenses faites à l'occasion de la mise à disposition de leurs services visés à l'article 1^{er} du présent accord.

La part contributive fixée à l'article 14 de l'ordonnance du 29 avril 2004 bénéficie à la Communauté assurant l'organisation de la prise en charge du jeune.

Art. 5. Les ministres compétents de chaque partie sont habilités à trancher conjointement les litiges découlant de l'application du présent accord.

Art. 6. Le présent accord est conclu pour une durée de 2 ans. Il est tacitement renouvelé pour une même période sauf s'il est dénoncé par l'une des parties dans un délai minimal de six mois avant la date de son expiration, par lettre recommandée aux ministres compétents.

Art. 7. Une évaluation du présent accord de coopération par les parties aura lieu au plus tard deux ans après son entrée en vigueur.

Art. 8. Le Collège réuni de la Commission communautaire commune veille au respect du présent accord sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale.

Art. 9. Le présent accord entre en vigueur un an après la publication de l'ordonnance portant assentiment à cet accord de coopération au *Moniteur belge*.

Le présent accord ne pourra, cependant, pas entrer en vigueur avant la publication au *Moniteur belge* des décrets d'assentiment au présent accord de coopération des Communautés française et flamande.

Fait à Bruxelles, le 11 mai 2007, en 7 exemplaires originaux en français et en néerlandais.

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

La Ministre flamande du Bien-Etre,
de la Santé publique et de la Famille,
Mme I. VERVOTTE

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Pour la Commission communautaire commune :

Le Ministre-Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,
Ch. PICQUE

Membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune,
chargé de la Politique d'Aide aux Personnes et la Fonction publique,
P. SMET

Membre du Collège de la Commission communautaire commune,
chargée de la Politique d'Aide aux Personnes, des Finances, du Budget et des Relations extérieures,
Mme E. HUYTEBROECK

—————
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 502-1. — Rapport, n° 502-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 12 février 2008.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1050

[2008/29170]

15 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 11 mei 2007 tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, inzake hulpverlening aan jongeren (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 11 mei 2007 tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake hulpverlening aan jongeren.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 15 februari 2008.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake de hulpverlening aan jongeren

Gelet op artikel 128 en 135 van de grondwet;

Gelet op artikel 5, § 1, II, 6° en 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op artikel 60 en 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op de decreten van de Vlaamse Gemeenschap inzake bijzondere jeugdbijstand, gecoördineerd op 4 april 1990;

Gelet op de ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren, inzonderheid op artikel 13 en 17;

Tussen :

1. de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van Yves Leterme, minister-president, en Inge Vervotte, Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;

2. de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van Marie Arena, minister-president, en Catherine Fonck, minister van Kind, Hulpverlening aan de jeugd en Gezondheid;

3. de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College, in de persoon van Charles Picqué, minister-voorzitter van het Verenigd College, Pascal Smet, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen en het Openbaar Ambt en Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Begroting en Buitelandse Betrekkingen, is op grond van hun respectieve bevoegdheden overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Voor de uitvoering van de ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren :

a) stelt de Franse Gemeenschap ter beschikking van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

- de dienst gerechtelijke bescherming van Brussel;

- de diensten die door haar erkend zijn krachtens artikel 43 van de decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

b) stelt de Vlaamse Gemeenschap ter beschikking van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

- de sociale dienst van de Vlaamse Gemeenschap bij de jeugdrechtbank van Brussel;

- de diensten die door haar erkend zijn krachtens het besluit van de Vlaamse Regering van 13 juli 1994 inzake de erkenningsvoorwaarden en de subsidiënormen voor de voorzieningen van de bijzondere jeugdbijstand en krachtens het uitvoeringsbesluit van 31 mei 2002 met betrekking tot de toekening van subsidies voor projecten in het kader van de bijzondere jeugdbijstand.

Art. 2. De terbeschikkingstelling van de diensten van de Franse Gemeenschap en van de Vlaamse Gemeenschap heeft plaats binnen de perken van de reglementeringen van elk van de genoemde gemeenschappen.

Art. 3. De Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap verblinden zich ertoe de rechterlijke beslissingen, waarbij met toepassing van de ordonnantie van 29 april 2004 een maatregel ten aanzien van een jongere is genomen, uit te voeren als de taal van de procedure overeenkomst met de taal van de betrokken gemeenschap. Indien de taal van

de procedure niet die van de gemeenschap is, kunnen de diensten die afhangen van de betrokken gemeenschap, niet welgeren de jongeren ten laste te nemen enkel op basis van het criterium van de taal, voor zover de jongere een familiale, sociale, culturele of educatieve band met deze gemeenschap heeft, en dit in het hoger belang van de jongere.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap dragen de uitgaven, die voortvloeien uit de terbeschikkingstelling van hun diensten als vermeld in artikel 1 van dit akkoord.

De bijdrage, bepaald bij artikel 14 van de ordonnantie van 29 april 2004, komt toe aan de gemeenschap die instaat voor de hulpverlening aan de jongere.

Art. 5. De bevoegde ministers van elke partij zijn gerechtigd om samen de betwistingen te beslechten die uit de toepassing van dit akkoord voortvloeien.

Art. 6. Dit akkoord wordt voor een duur van 2 jaar gesloten. Het wordt stilzwijgend voor eenzelfde periode vernieuwd als het niet door één van de partijen wordt opgezegd met een termijn van minstens zes maanden voor de datum waarop het afloopt. De opzegging gebeurt aan de hand van een aangetekende brief aan de bevoegde ministers.

Art. 7. Uiterlijk de twee jaar na zijn inwerkingtreding zal dit samenwerkingsakkoord door de partijen worden geëvalueerd.

Art. 8. Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie waakt over de naleving van dit akkoord op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 9. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking een jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de ordonnantie tot goedkeuring ervan.

Dit akkoord kan echter niet in werking treden vóór de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de decreten van de Franse en Vlaamse Gemeenschap houdende goedkeuring van dit samenwerkingsakkoord.

Gedaan te Brussel, op 11 mei 2007, in 7 originele exemplaren in het Nederlands en het Frans.

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,

Y. LETERME

De Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

Mevr. I. VERVOTTE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Ch. PICQUE

Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen en het Openbaar Ambt,

P. SMET

Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Budget en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van de Raad. — Decreetsontwerp, nr. 502-1. Verslag, nr. 502-2.

Integraal verslag. — Besprekking en aanneming. Vergadering van 12 februari 2008.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1051

[2008/201064]

20 JANVIER 2008. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes de révision des droits au paiement unique provisoirement notifiés aux agriculteurs en exécution du régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71, (CE) n° 2529/2001 et n° 2183/2005, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 552/2007 de la Commission du 22 mai 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 608/2007 de la Commission du 1^{er} juin 2007;